

**SOLVAY: augmentation de capital précisée**

Le groupe chimique belge Solvay a dévoilé hier les modalités de son augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros prévue pour «compléter le financement» du rachat de la société américaine Cytec, autorisé mercredi par Bruxelles. L'opération va entraîner la création de 21.175.283 actions nouvelles à un prix de souscription de 70,83 euros chacune, détaille le groupe. Ce prix est très inférieur au dernier cours de clôture (105,80 euros). Les actionnaires existants bénéficient d'un droit préférentiel de souscription, qui leur permettra d'acquiescer une action nouvelle pour 4 droits de préférence, selon les modalités de l'opération.

**AXA: politique de distribution de dividende réévaluée**

L'assureur français Axa a annoncé hier qu'il réévaluait sa politique de distribution de dividende et que l'entrée en vigueur du nouveau cadre réglementaire de l'assurance, Solvabilité II, lui permettrait d'augmenter ses flux de trésorerie (cash flows) opérationnels de 500 millions d'euros par an. Axa prévoit désormais de distribuer de 45 à 55% de son résultat courant, contre 45% pour le dividende versé au titre de 2014, a indiqué le groupe. «Avec un ratio de distribution élevé des entités opérationnelles au groupe, nous sommes confiants dans notre capacité à distribuer des dividendes attractifs à nos actionnaires», a commenté le directeur général délégué, Denis Duverne.

**PERFORMANCES****SIX STRUCTURED PRODUCTS: Baisse des indices**

Hier, les trois indices de produits structurés négociés à la SIX Structured Products ont enregistré des pertes, suite à la déception du marché par rapport aux mesures annoncées le même jour à l'issue de la réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE). L'indice des produits de participation SSPA a cédé 1,39% à 2056,74 points, l'indice des produits de protection du capital SSPC a perdu 0,87% à 1343,63 points et l'indice des produits d'optimisation SSPY a enregistré une baisse de 0,65% à 1395,50 points.

# Le coût des catastrophes climatiques

Le Global Climate Risk Index (CRI) est un instrument opportun pour les opérateurs qui investissent en obligations catastrophe par exemple.

OLIVIER FERRARI\*

Le Global Climate Risk Index 2016 a été présenté hier en marge des négociations sur le climat en cours à Paris. Cette 10<sup>e</sup> édition de l'étude menée par Germanwatch est établie à l'aide de la base de données d'un des principaux réassureurs mondiaux, MunichRe, et constitue une des plus fiables en matière d'impacts climatiques extrêmes. L'équipe de recherche précise que les événements climatiques enregistrés ne peuvent pas, pour des raisons méthodologiques, être exclusivement imputés aux dérèglements climatiques induits par l'homme. Cependant, le nombre d'événements qui y sont au moins partiellement attribuables est en augmentation, vagues de chaleur et inondations notamment. Ces statistiques excluent les catastrophes liées à l'élévation du niveau de la mer, à la fonte des glaciers ainsi qu'au réchauffement et à l'acidification des mers, en raison de la difficulté à mesurer leurs impacts directs.

Il n'est donc pas question ici de déterminer quelques degrés de responsabilité des activités humaines dans l'apparente augmentation de la fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes, mais bien de prendre en considération des faits avérés et

**GLOBAL CLIMATE RISK INDEX (CRI) 1995-2014**

Pays	Rang CRI	Nombre de morts		Morts par 100.000 habitants		Perte en million de dollars PPA		Perte en % du PIB	
		Moyenne	Rang	Moyenne	Rang	Moyenne	Rang	Moyenne	Rang
Honduras	1	302.7	14	4.4	2	570.3	32	2.229	9
Birmanie	2	7137.2	1	14.7	1	1140.2	24	0.744	29
Haïti	3	252.6	17	2.7	5	223.2	54	1.548	13
Nicaragua	4	162.3	22	2.9	3	227.1	52	1.232	17
Inde	16	3449	2	0.3	54	9514.9	3	0.248	61
Russie	21	2951.3	3	2	7	2171.6	13	0.06	118
États-Unis	25	475.6	12	0.16	79	38886.5	1	0.311	51
Chine	31	1410.4	4	0.1	98	31749.9	2	0.338	48
Grenade	15	2	128	1.94	8	78.5	82	8.278	1
Îles Marshall	127	0	176	0	176	9.3	141	6.9	2
Tuvalu	132	0	176	0	176	2	159	6.752	3

\* PPA: Parité du pouvoir d'achat.  
Germanwatch

de prendre les décisions qui apparaissent nécessaires à chacun des acteurs du système.

Le tableau récapitulatif des principaux chiffres de l'étude, l'index qui en découle informe sur le degré d'exposition et de vulnérabilité.

Les trois pays globalement les plus à risque (Honduras, Birmanie, Haïti) sont pauvres, fragiles et peu développés. Deux de ces trois pays (Honduras et Birmanie) essuient les plus importantes pertes humaines en proportion de leur population totale. En

termes de pertes économiques, ils se classent dans le premier tiers inférieur mondialement, notamment en raison de plus faibles taux de couvertures d'assurance dans ces régions.

L'Inde et la Russie subissent toutes deux un nombre important de décès, bien que le ratio diminue fortement pour l'Inde aux vues de son immense population. Toutefois, les catastrophes coûtent cher au sous-continent indien, qui se trouve à la 3<sup>e</sup> place de l'index en coûts absolus, mais que la taille de son économie dis-

sout au 59<sup>e</sup> rang une fois rapporté au PIB. Les deux géants américains et chinois se partagent le haut du classement des pertes économiques absolues et la taille de leur marché, là aussi, leur offre une capacité à absorber les coûts liés aux événements climatiques extrêmes puisqu'ils se classent 51<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> respectivement en termes de pertes en pourcentage du PIB.

Les trois pays pour qui les coûts sont les plus importants en rapport au PIB sont tous des petits états insulaires (Grenade, Îles

Marshall, Tuvalu). Ces nations, souvent citées dans les discussions de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, sont très souvent les moins résilientes à la fois financièrement et structurellement. Les enjeux pressants de la COP-21 entraînent une prise de conscience du monde économique et financier. Même indifférents aux questions environnementales, les acteurs du marché n'ont plus le choix d'ignorer ces facteurs de changements. Les initiatives visant à caractériser les niveaux de risques climatiques se multiplient et gagnent en pragmatisme. Le CRI est un outil opportun pour l'investisseur en obligations catastrophe par exemple. Ces dernières sont vendues par les sociétés d'assurance/réassurance cherchant à alléger les risques qu'elles devraient couvrir en cas de catastrophe naturelle. Si rien ne se produit, l'intérêt est versé à l'investisseur et dans le cas inverse, tout ou partie du capital principal peut être perdu. Dans ce contexte, un rapprochement entre considérations environnementales et économiques prend tout son sens; un aspect d'ores et déjà positif du débat climatique de la COP 21.

\* CEO, CONINCO Explorers in finance

**RECHERCHE****NN INVESTMENT PARTNERS:****Devises et secteurs**

Chaque baisse de 1% de la devise européenne ajoute 1% au taux de croissance des bénéfices des entreprises de la Zone Euro. C'est ce qu'observent les experts de NN Investment Partners, dans leur dernier bulletin HouseView publié hier. Selon eux, les secteurs de la consommation (discretionnaire), de l'industrie et de la santé devraient être les principaux bénéficiaires d'une dépréciation de l'euro contre le dollar. Alors que les secteurs davantage orientés vers la demande interne, tels que les secteurs bancaire, du détail et des services aux collectivités (utilities) devraient sous-performer. La divergence des politiques monétaires américaine et européenne devrait jouer en faveur du dollar par rapport à l'euro, ce qui suscitera probablement un impact positif sur les actifs risqués de la Zone Euro.

**ACCENTURE: davantage de femmes d'ici 2017**

Accenture, prestataire internationale de services et de solutions liés à la stratégie, aux conseils et aux technolo-

gies, s'est engagée hier dans un communiqué à accroître jusqu'à 40% au moins la proportion de femmes parmi les nouvelles embauches d'ici 2017, à l'échelle mondiale. Durant l'exercice 2015 écoulé, qui a pris fin le 31 août 2015, près de 39% environ des employés nouvellement embauchés par Accenture étaient des femmes. Aujourd'hui, quatre des onze membres du Global Board of Directors sont des femmes. Trois femmes font également partie du Global Management Committee, responsable des affaires courantes. En outre, les femmes occupent de nombreux postes-clés en interne chez Accenture, par exemple les filiales des États-Unis, de l'Inde, de Chine et des Philippines sont dirigées par des femmes. «L'égalité des sexes est d'une grande importance pour le succès d'une entreprise et la future génération de jeunes dirigeants», explique Pierre Nanterme, président et CEO d'Accenture. «Chez Accenture, l'engagement pour l'égalité et la diversité commence à la tête de l'entreprise.»

**STANHOPE: positionnement tactique**

Les stratégies de la société d'investissement Stanhope Ca-

pital, notamment spécialiste des solutions de family office, observe que depuis son dernier bulletin tactique du 13 novembre, les marchés se sont montrés moins fébriles, récupérant une part des pertes constatées en début du mois. «Nous n'avons pas procédé à des changements tactiques durant cette période, mais il devient de plus en plus clair que les devises ont un impact croissant sur la performance des marchés», écrivent les stratèges de Stanhope Capital, hier dans leur Bulletin d'investissement. Au moment où ceux-ci rédigent leur commentaire, le dollar, pondéré des échanges (Trade Weighted Index), a atteint un point culminant depuis 2003, freinant de la sorte la plupart des actifs risqués américains. L'appréciation du billet vert a également affecté les investisseurs internationaux dont la monnaie de référence est le dollar, mais investis dans des actifs libellés en devises autres que celui-ci. A l'inverse, les investisseurs dont la monnaie de référence est l'euro ont quelque peu bénéficié de la faiblesse de la devise face au dollar, dès lors que la Banque centrale européenne exerce une pression baissière sur l'euro. D'après Stanhope Capital, il est permis d'anticiper une volatilité accrue des devises en 2016.

**NOUVEAUX PRODUITS****CREDIT SUISSE: Multi BRC Europe**

Credit Suisse a émis hier à la SIX Structured Products la convertible à barrière (BRC) CSOYL (ISIN CH0300128318) de type callable sur les actions Bayer, Siemens et Allianz, échéance 28 novembre 2016. Le note paie coupon annuel de 8,00% et affiche un rendement maximal annualisé de 7,29%. La barrière de protection conditionnelle du capital est fixée à 67%. Le note, émis en euros, n'est pas doté d'un mécanisme de protection contre les fluctuations de changes.

**ZKB/BCZ: Tracker Santé**

La Banque cantonale de Zurich (ZKB/BCZ) lance le certificat tracker DIABET (ISIN CH0114331942) sur le panier d'actions internationales liées au secteur de la santé, échéance 23 novembre 2018. Le tracker, négocié en francs suisses, comprend les actions Sanofi, Eli Lilly, AstraZeneca, Medtronic, Merck, Ypsomed, Novo Nordisk et Becton Dickinson. Le certificat n'est pas doté d'un mécanisme de protection contre les fluctuations de changes.

**CREDIT SUISSE: ProNote sur SMI**

Credit Suisse a émis hier à la SIX Structured Products le certificat de protection du capital avec participation, échéance 4 décembre 2020. Le 100% ProNote avec Participation CSOYK (ISIN CH0300128300)

paie un coupon annuel de 0,50% en dollars et offre une participation de 100% à l'évolution de cours de l'indice Swiss Market Index (SMI). La protection est de 100%. Le note est émis en dollars, au prix nominal de USD 1000,00 dollars par coupure. Il est également doté d'un mécanisme de protection contre les fluctuations de changes.

**NOTENSTEIN LA ROCHE PRIVATBANK: 3,70% p.a.****RC actions suisses**

Notenstein La Roche Privatbank lance la reverse convertible (RC) AAABNP (ISIN CH0300496749) sur les actions Swisscom, SGS, LafargeHolcim, Adecco et Nestlé, échéance 26 novembre 2018, payant un coupon fixe annuel de 3,70%. Le produit, qui n'est pas assorti d'un mécanisme de protection contre les effets de changes, affiche un rendement maximal annualisé de 3,45%, d'après les données SIX, hier après la clôture.

**BANK JULIUS BAER: Muti BRC actions suisses**

Bank Julius Baer lance la convertible à barrière (BRC) JMASD (ISIN CH0289805704), échéance 25 novembre 2016, sur les actions Barry Callebaut, Lindt & Sprüngli, et Richemont. Le note paie un coupon fixe de 8,10% par an, avec une barrière de protection conditionnelle du capital fixée à 75%.

## Visez-vous la performance?

**Nous aussi!** 500 investisseurs institutionnels ont une relation d'affaire avec l'Asset Management de la BCV.

Découvrez pourquoi sur:  
[www.bcv.ch/invest](http://www.bcv.ch/invest)

Ça crée des liens

[www.bcv.ch](http://www.bcv.ch)

